

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants – Caucus national des 2^e et 3^e cycles

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

En cette période de redressement économique, la meilleure façon de parvenir à une croissance économique durable, c'est d'investir au niveau des personnes et de l'éducation. Toutefois, les coûts initiaux élevés des études postsecondaires, le niveau alarmant des dettes accumulées par les étudiants partout au pays et le financement public inadéquat de la recherche et de l'innovation dans les universités menacent la prospérité économique à long terme du Canada. Éliminer les obstacles financiers à l'éducation postsecondaire en réduisant les frais de scolarité et en augmentant le financement public contribuera au redressement et à la croissance de l'économie. Un secteur de l'éducation postsecondaire prospère doit compter sur des enseignants à temps plein. Cela exige un solide système d'études supérieures et un soutien du gouvernement fédéral à l'intention des diplômés. Les diplômés qui deviennent des enseignants jouent un rôle essentiel en matière d'éducation des enseignants. L'éducation des diplômés a une incidence sur l'éducation partout au Canada. Les frais de scolarité élevés, les dettes des étudiants et le financement inadéquat de la recherche sont des obstacles aux études supérieures. Les étudiants diplômés au Canada paient en moyenne plus de 5 600 \$ de frais de scolarité. Le fardeau financier des frais de scolarité élevés est exacerbé par la perte de revenu lorsqu'ils ne travaillent pas à plein temps, et par les dettes importantes accumulées précédemment. Le taux de persévérance scolaire a toujours été faible chez les étudiants diplômés. Les étudiants qui ne finissent pas leurs études entraînent des investissements perdus dans le système d'éducation et la perte d'innovateurs qualifiés sur le marché du travail. Les obstacles auxquels sont confrontés les étudiants qui souhaitent terminer leurs études érodent le secteur des études postsecondaires de grande qualité. Le fait d'améliorer l'accès à des études postsecondaires contribuera au maintien du redressement économique et à l'amélioration de la croissance économique. Recommandation : Le gouvernement fédéral devrait adopter une loi sur l'éducation postsecondaire modelée sur les principes de la Loi canadienne sur la santé. Cette loi devrait prévoir des transferts de fonds spécifiques aux provinces afin d'augmenter progressivement le financement par habitant pour les études postsecondaires pour en revenir aux niveaux qui prévalaient en 1992 et progressivement réduire les frais de scolarité dans la même mesure.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le Canada a vu les conséquences de la crise de la dette partout dans le monde et de la dette massive de ménages en période de récession économique, dans des pays comme les États-Unis. En raison du fait que les étudiants doivent 15 milliards de dollars au gouvernement fédéral, en plus de ce qu'ils doivent aux gouvernements provinciaux et au privé, le Canada fait face à une crise de la dette. Cette dette engendre des obstacles aux études supérieures. Les étudiants diplômés ont des dettes disproportionnées étant donné que la plupart d'entre eux ont accumulé des dettes lors de leurs études de premier cycle. Augmenter le financement direct accordé aux étudiants diplômés et s'engager à réduire le niveau de dette des étudiants favoriseront la création d'emplois au Canada. En raison d'un sous-financement et du vieillissement de la population, les universités remplacent des professeurs à temps plein qui prennent leur retraite par des contractuels. Les étudiants diplômés sont considérés comme une source de main-d'œuvre à bon marché pour ce travail contractuel et à temps partiel et sont moins en mesure de compléter leurs études. Lorsqu'ils obtiennent leur diplôme, ces étudiants font face à un marché du travail où dominent de plus en plus les emplois contractuels ou à temps partiel, ce qui limite leurs revenus. Après avoir obtenu leur diplôme, les dettes des étudiants entravent leur choix de carrière, particulièrement chez les professionnels, ce qui mine leur accès à une aide juridique et à des soins de santé. Le fait d'avoir des dettes importantes fait en sorte que les diplômés hésitent à avoir des enfants, à travailler au sein du secteur privé comme professeurs ou comme infirmiers, à s'acheter une maison, à lancer une entreprise ou à prendre des risques liés à l'entrepreneuriat, des éléments qui permettent de stimuler l'économie, de promouvoir la création d'emplois et de garantir une main-d'œuvre solide. Le Programme de bourses d'études supérieures du Canada a crû d'approximativement 25 millions de dollars par année depuis 2003, mais n'offre un financement qu'à environ 4 % des étudiants diplômés. Depuis 2006, les budgets fédéraux ont offert très peu de soutien initial aux étudiants diplômés. L'exonération d'impôt des bourses adoptée lors du budget de 2006 n'améliore la situation financière que d'un petit nombre d'étudiants diplômés. De plus, les étudiants diplômés ne sont pas admissibles à des subventions fondées sur les besoins par l'entremise du Programme canadien de bourses aux étudiants. Recommandations : Augmenter le financement direct destiné aux étudiants diplômés en augmentant à plus de 500 le nombre de bourses d'études supérieures — selon la croissance moyenne du programme depuis 2003 — en investissant 75 millions de dollars de plus sur une période de trois ans et en distribuant ce montant proportionnellement entre les conseils de recherche, en fonction du nombre d'inscriptions. Élargir l'admissibilité des étudiants diplômés au Programme canadien de bourses aux étudiants.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

La meilleure façon de relever les défis que posent le vieillissement de la population et la pénurie de main-d'œuvre consiste à investir dans l'éducation des nouveaux effectifs. En plus de s'assurer que l'éducation collégiale et universitaire soit abordable pour les Canadiens en général, le gouvernement fédéral devrait porter son attention sur la population autochtone en pleine croissance et sur le désir des étudiants étrangers d'étudier au Canada. La population autochtone du Canada s'accroît à un rythme six

fois plus important que celui de la population non autochtone. Chez les personnes qui se déclarent autochtones, près de la moitié ont moins de 25 ans. On prévoit que plus de 300 000 jeunes Autochtones pourront se joindre au marché du travail au cours des 15 prochaines années. En dépit de la responsabilité du gouvernement fédéral à l'égard de l'éducation des Autochtones, les frais de scolarité élevés et l'absence de financement adéquat ont fait augmenter les obstacles à des études postsecondaires pour les Premières nations, les Inuits et les Métis. Tant que le financement du Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire demeurera gelé à 2 %, le fossé en matière d'éducation entre les populations autochtone et non autochtone continuera de s'élargir. La population du pays ne suffira pas à combler toutes les pénuries de main-d'œuvre et le Canada aurait tout avantage à se doter d'un solide Programme des étudiants étrangers. Les étudiants étrangers comptent pour environ 6,5 % de tous les étudiants de niveau postsecondaire au Canada, un pourcentage inférieur à la moyenne des autres pays de l'OCDE. Alors que les étudiants étrangers contribuent chaque année plus de 8 milliards de dollars au PIB du Canada, leur contribution potentielle comme immigrants reçus et comme citoyens naturalisés profiterait à l'économie canadienne en permettant de combler les pénuries de main-d'œuvre imputables au vieillissement des travailleurs.

Recommandations : Étudiants autochtones — Supprimer le plafond de financement qui s'applique aux augmentations visant le Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire. Ramener le financement aux niveaux de 1990 — S'assurer que chaque apprenant admissible inuit et des Premières nations bénéficie d'un financement adéquat pour mener des études postsecondaires. Étudiants étrangers — Éliminer les frais de scolarité différentiels des étudiants étrangers — Combiner le permis de travail hors campus et le permis de travail postsecondaire en permis d'études (visa d'étudiant).

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La capacité du Canada d'être productif et de demeurer compétitif au sein de l'économie axée sur le savoir dépend de son aptitude à faire preuve d'innovation. Les programmes d'études supérieures sont des pôles de connaissances et de recherche où les étudiants diplômés et les enseignants des établissements publics postsecondaires effectuent des travaux innovateurs. Améliorer les études postsecondaires encourage la recherche créatrice et permet le développement de personnes hautement qualifiées qui deviennent les leaders d'une économie en constante évolution. La majorité des étudiants diplômés font face à des obstacles financiers importants lorsqu'ils doivent terminer leurs études. Ceux qui viennent de collectivités marginalisées, les personnes à faible revenu et les chefs de familles monoparentales sont confrontés à d'autres obstacles au niveau de leurs études postsecondaires, tout comme les personnes confrontées à des incapacités physiques ou cognitives. Non seulement doivent-ils composer avec des dépenses quotidiennes et des frais en matière de santé plus élevés, mais le manque de financement au niveau des études postsecondaires fait en sorte que les services de soutien sont insuffisants pour tous les étudiants diplômés. L'exclusion de ces groupes entraîne une diminution au niveau de l'innovation dans les recherches canadiennes. L'une des rares sources de financement direct à l'intention des étudiants diplômés, au niveau fédéral, est le Programme canadien des bourses aux étudiants, administré par l'entremise de trois conseils subventionnaires de recherche — le Conseil de recherches en sciences humaines, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et les Instituts de recherche en santé du Canada. En dépit d'une augmentation des inscriptions, il n'y a eu que de modestes augmentations du financement accordé aux conseils subventionnaires pour rendre les études postsecondaires à la fois abordables et intéressantes, alors que le financement du gouvernement en matière de recherche est déplacé en faveur des priorités du secteur privé. Le mouvement en faveur

de la commercialisation des recherches universitaires n'amènera pas une augmentation de la productivité. Il minera plutôt la capacité du secteur universitaire de mener des recherches novatrices. Investir dans les études postsecondaires permettra d'améliorer les possibilités de revenu des étudiants, favorisera l'innovation à long terme et rendra le Canada plus compétitif à l'échelle internationale. Recommandations : 1. Augmenter les budgets de recherche fondamentale des conseils subventionnaires de 20 % pour appuyer la capacité à long terme des universités et des étudiants diplômés de mener des recherches novatrices. 2. Augmenter le financement du Programme canadien de bourses aux étudiants et le répartir proportionnellement entre les conseils subventionnaires en fonction des inscriptions. 3. Permettre aux conseils subventionnaires de financer des recherches à la demande du monde de l'enseignement en supprimant les affectations ciblées en matière de financement de la recherche.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les défis que doit relever l'économie canadienne en raison du vieillissement rapide de sa population sont exacerbés par le taux de chômage élevé chez les jeunes et par le niveau important des dettes des étudiants. Les frais de scolarité élevés, les dettes importantes, la diminution du financement public en matière de recherche et la diminution des emplois dans les domaines de la recherche et de l'innovation sont des obstacles aux études postsecondaires au Canada. Le gouvernement fédéral devrait élaborer un plan d'éducation national visant à réduire les dettes, à augmenter le financement consacré aux études postsecondaires et à diminuer les frais de scolarité. Le financement inadéquat du gouvernement fait en sorte que les étudiants diplômés ont accès à de rares postes de superviseurs à temps plein, et doivent composer avec des laboratoires mal équipés et avec la pression de cibler leurs recherches sur des intérêts commerciaux à courte vue, au détriment de projets de recherche fondamentale. Ces facteurs ralentissent les progrès des étudiants pendant leurs études, retardent l'obtention d'emplois à temps plein ainsi que leur pleine participation à l'économie. Cette situation mine la prospérité à long terme du Canada en entravant l'entrepreneuriat, la recherche et l'innovation. La recherche fondamentale est la pierre angulaire d'un programme de recherche national couronné de succès et la base sur laquelle reposent l'innovation et la recherche au sein du secteur privé. Le fait de rediriger le financement en matière de recherche en fonction des priorités à court terme du secteur privé et de commercialiser les recherches universitaires par l'entremise de subventions commerciales fait en sorte que le Canada est à la traîne d'autres pays de l'OCDE dans le domaine de l'innovation du secteur privé. Les récents budgets du gouvernement fédéral ont sabré dans le financement de ressources accessibles au public, comme Bibliothèque et Archives Canada, et minent la qualité des études postsecondaires publiques. L'augmentation de la proportion des fonds de recherche consacrés à la recherche fondamentale permettra de corriger ce déséquilibre. Recommandations : 1. Réduire la dette reliée aux prêts d'études par l'entremise du Programme de prêts aux étudiants — actuellement estimée à 15 milliards de dollars — de 50 % au cours des trois prochaines années. 2. Augmenter progressivement le financement par habitant pour les études postsecondaires pour en revenir aux niveaux de 1992. 3. Réduire progressivement les frais de scolarité pour en revenir aux niveaux de 1992.